



## **SNUipp-FSU**

### **Déclaration liminaire à la CAPD du 9 octobre 2008**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

La mise en place de l'aide personnalisée dans les écoles se fait dans la précipitation et la confusion ; de nombreuses questions se posent, en particulier en terme de responsabilité. Cette urgence ne se justifiait pas notamment en ce début d'année scolaire, période toujours chargée. Encore une fois l'affichage semble être la première préoccupation du ministère.

Il en a été de même pour la mise en place du service minimum d'accueil lors de la grève de mardi. Nous rappelons notre opposition à l'obligation faite aux enseignants de déclarer leur intention de faire grève 48h à l'avance. Alors que l'administration n'utilise plus que les mails pour correspondre avec les enseignants, l'obligation qui nous est faite d'utiliser le courrier papier pour faire parvenir ce document montre bien que tous les moyens sont bons pour limiter l'exercice du droit de grève.

La suppression annoncée de 3000 postes RASED confirme nos inquiétudes souvent exprimées.

Qui peut sérieusement dire que les RASED ne servent à rien ?

Qui peut sérieusement dire que l'ensemble des difficultés des élèves pourront être réglées par l'aide personnalisée ?

Le ministère sans doute mais vous Monsieur l'Inspecteur d'Académie ?

En tout cas pas le SNUipp qui a refusé de signer le relevé de conclusions sur l'organisation de la semaine de 4 jours. Là encore, nous assistons à une dégradation programmée du service public de l'éducation nationale en raison d'une logique politique purement comptable.

Concernant l'ordre du jour, le plan de formation 2008/2009 ne répond pas aux attentes et aux besoins des enseignants. Dans les documents remis nous retrouvons les différents types de stage : sur ou hors temps de travail, avec ou sans remplacement, à candidature individuelle ou à public désigné, et même les formations obligatoires.

Le total des stages proposés ,133, peut faire croire que l'enseignant gardois a un grand choix mais la réalité est toute autre.

En effet plus de la moitié ,67 exactement, sont des stages académiques dont nous n'avons pas toujours les dates, ni le nombre de personnes qui seront retenues D'ailleurs seuls la moitié de ces stages, 31 exactement, ont été demandés par des enseignants du 1er degré du Gard.

Ces stages académiques, parfois hors temps de travail, se déroulent en moyenne sur 2 ou 3 jours, ce qui pour le SNUipp-FSU ne permet pas de mener un véritable travail de formation qui puisse modifier les pratiques professionnelles.

Il en est de même pour les 37 stages d'école ou de circonscription puisque plus des  $\frac{3}{4}$  , exactement 30, se déroulent sur 1 ou 2 jours.

Enfin sur les 30 stages à pilotage départemental :  
17 sont réservés à des personnels spécialisés (ASH ou formateurs) ou sont des formations obligatoires,  
1 stage de 2 jours pour le cycle 2 et 1 pour le cycle 3,  
2 stages de 2 jours et 2 stages de 4 jours ouverts à l'ensemble des cycles  
5 stages R3 dont seulement 2 pour tout enseignant.

Il faut rajouter les 2 stages déjà réalisés pour lesquels le manque de BD a limité le nombre de stagiaires ; on peut légitimement être encore plus pessimiste que les années précédentes sur la réalisation des stages à support BD.

L'offre de formation est loin de toujours correspondre aux demandes. Le nombre de candidats par stage est parlant : insuffisant pour les stages de 2 ou 4 jours alors qu'il est 3 à 4 fois supérieur au nombre de places offertes pour les stages R3. Enfin, comme chaque année, un certain nombre de thèmes sont exclus : l'EPS (en outre la natation), l'histoire-géographie, l'informatique, la préparation à l'habilitation en langue vivante.

Nous remarquons cependant que nos demandes de l'année dernière concernant les stages pour les maternelles et dans le domaine des arts ont été partiellement prises en compte ; le nombre de candidatures montre qu'il y a là de réels besoins.

Le SNUipp-FSU renouvelle sa proposition de demander aux premiers concernés, les enseignants, d'indiquer leurs besoins en formation.

Enfin sans doute serait-il opportun d'informer le ministère du décalage entre ses directives en matière de formation et les besoins des personnels.

*Les délégués du personnel SNUipp-FSU :*

*Sylvie BAILLEUL, Georges MICHEL,  
Alain MICHELET, Cathy Carminati, Philippe VIANNAY*